

•Decembre2019/Janvier 2020 • Numero 171•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/



Au Sommaire de ce Numero

Vœux, mouvement social, dérapages du gouvernement constituent la trame de l’édito de Jean-Luc Gonneau : Des vœux et des pistes. Des vœux exprimés aussi dans un dessin de Jancry

Derrière les discours et autres «éléments de langage» vantant à tout va la «transparence», la volonté de «lutter contre les inégalités» (cf. la «réforme» des retraites) se cachent les réalités ; bien moins présentables. Yann Fiévet, au top de sa forme, en fait la démonstration dans son article Le mensonge et l’oubli.

Impeachment, une nouvelle pièce du théâtre politique à Washington : nous sommes tous d’accord pour estimer que la présidence de Donald Trump est une calamité pour les Etats-Unis et pour le monde. L’initiative pour un impeachment de Trump prise par le parti démocrate devrait donc susciter notre sympathie. Mais Pierre Guerlain, historien des Etats-Unis, nous explique dans cet article que les choses ne sont pas aussi simples.

Nouvelle figure de proue de la gauche du Parti travailliste britannique, Grace Blakeley nous explique que Nous pourrions «socialiser» le système financier. Une réflexion que la gauche française serait bien inspirée de prendre en compte.

Autant la grande presse (y compris la majorité de celle «de gauche» en a fait des tonnes pour dénoncer les turpitudes ou les incompétences du gouvernement vénézuélien, menacé par un coup d’état présumé « démocratique », autant le coup d’état carrément réactionnaire (les deux activement, comme toujours en Amérique latine, soutenus par les Etats-Unis) en Bolivie est passé sous un relatif silence. **Giorgos Mitralias**, journaliste grec et militant pour la suppression des dettes du Tiers Monde en montre non seulement réactionnaire mais de plus raciste : **Bolivie, un coup d’état raciste contre les peuples indigènes**.

Jacques-Robert Simon est souvent là où on ne l’attend pas, ce qui fait qu’au bout du compte, on l’attend un peu partout. Quelles différences entre la charia de l’islam et le credo néolibéral ? Sur la forme, sans doute des tas. Mais sur l’esprit, pas grand chose. D’où La charia néolibérale, qui bien sur ne lui inspire nulle sympathie.

Et comme d’hab’, il nous faut rire un peu, voire plus, période des fêtes oblige, avec des bonus illustrés : cinq photomontages ou dessins glanés sur le net ou tirés du toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Des vœux… et des Pistes

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Au nom de l’équipe de la Gauche Cactus et de Réchauffer la Banquise, je vous souhaite, à vos proches et vous-mêmes une année 2020 la meilleure possible. Collectivement, elle peut même être belle, si le mouvement social en cours fait reculer le misérable gouvernement dont le pays est affublé, si les élections municipales permettent de mettre une gifle (allez, une baffe, une torgnole tant qu’on y est) aux candidats gouvernementaux, de repousser les néfastes perspectives proposées par un Rassemblement National aux aguets tel un raminagrobis, et de maintenir dans sa déréliction une droite «tradi» qui n’en finit pas de se remettre du naufrage Fillon. Elle peut donc être belle, mais ce n’est pas gagné.*

*Rien ne dit en effet que sur le front des retraites, le gouvernement n’ait l’intention de céder autre chose que des miettes. En témoigne le prétendu «recul significatif» d’Edouard Philippe à propos de l’âge pivot, «suspendu provisoirement» de la loi, mais dont on peut parier qu’il sera réintroduit dans quelques mois, et cela, dit Philippe, par ordonnance, c'est-à-dire sans même passer par le parlement. Démocratie, quand tu nous tiens… En témoigne le traitement que les forces de l’ordre réservent aux manifestants, sur injonction gouvernementale. Les violences policières continuent à être, comme on dit, disproportionnées. On sait qu’il y a toujours eu dans les manifs quelques énergumènes qui considèrent qu’on ne rigole pas tous les jours et qui pensent que c’est une bonne occasion, picole aidant pour casser et taper les flics. Il est vrai, à leur décharge, qu’ils n’ont pas l’occasion, contrairement aux cadres pratiquant le stress management en vogue dans les écoles de commerce, de se défouler sur des subordonnés. Et il nous semble raisonnable de se questionner sur l’action, ou l’inaction, de la police vis-à-vis des «black blocks», ces groupes violents qui regrouperaient «quelques centaines d’individus». Les services de renseignement, dont les moyens ont pourtant été sensiblement augmentés sous Macron (un symptôme de la démocratie En Marche, peut-être ?) n’y verraient goutte ? Ou bien les violences gratuites de ces black blocks échappant à tout contrôle policier (mais y a-t-il contrôle) ne seraient-ils pas bien utiles au pouvoir pour tenter de disqualifier les manifestants, gilets jaunes ou pas, syndicalistes ou pas ?*

*Une pancarte parmi d’autres brandies lors des manifestions illustre bien la situation. Elle dit ceci : Arrêtez de nous expliquer, on a tout compris. Compris que le discours sur la justice, l’équité, le fin de certains «privilèges» couvre en fait des conséquences qui privilégient les intérêts des deux principaux soutiens du gouvernement : le patronat, qui y voit une possibilité de faire travailler plus longtemps (à condition ne pas se faire licencier comme il arrive à beaucoup de «seniors» et de moins cotiser, et les groupes financiers, qui piaffent d’installer des systèmes de capitalisation fort lucratifs, et dont Macron est le grand ami, peut-être même le porte-parole.*

*Concernant l’échéance électorale municipale, s’il est possible aujourd’hui d’apercevoir les prémisses d’un piètre score pour les «marcheurs» de tous poils, la menace du Rassemblement national se précise, et la droite «classique» compte sur quelques notables pour protéger ses positions. La gauche, une fois de plus, semble partir divisée. Elle devrait cependant comprendre que la violence sociale et sociétale de la politique gouvernementale peut conduire notre pays au pire et que temps est venu de réunir les bonnes volontés, des formations de la gauche de la gauche jusqu’aux socialistes ayant repoussé les sirènes macronistes. Et ceci sans prétention hégémonique. Cette prétention là a conduit à bien des malheurs les formations qui s’y sont essayées (PCF en son temps, PS, LFI il y a peu). L’attitude actuelle du camarade Jadot du côté d’EELV ne laisse pas d’inquiéter. Tous ensemble d’abord, et on verra après !*

* Le Mensonge et l’Oubli

*Par Yann Fiévet*

La «crise des retraites» est ô combien emblématique des errements politiques de notre époque et de la désastreuse incapacité – ou de l’absence de volonté - du pouvoir en place à apporter des solutions crédibles et durables aux problèmes les plus aigus du temps présent. Cette incapacité et ce manque de volonté caractérisés dépassent bien sûr de très loin le seul cadre de la réforme du système des retraites. Les observateurs patentés, ceux qui sont invités partout alors même qu’ils ont fort peu de choses pertinentes à nous dire ou à nous apprendre, sont frappés eux aussi par les défaillances susnommées quand il s’agirait de saisir pleinement les enjeux véritables des stratégies gouvernementales à l’œuvre aujourd’hui. Alors que la classe politique qui est censée gouverner notre société n’a de cesse de proclamer la «transparence», c’est l’opacité qui saute aux yeux des citoyens prenant vraiment le temps d’analyser en profondeur les ingrédients des stratégies développées par les «gouvernants» au service bien compris de leurs mandants empressés. Encore convient-il de savoir regarder les choses attentivement au-delà des apparences volontairement trompeuses, par-dessus le brouillard aveuglant du marketing politique.

La pièce théâtrale évolutive que donne depuis plus de trente mois la troupe macronienne s’intitule «La Grande Transformation», un pastiche audacieux et inversé de l’un des meilleurs ouvrages d’économie du milieu du siècle dernier. Le metteur en scène en est «en même temps» le comédien numéro un. Il se murmure qu’il est également responsable des décors et des costumes. La troupe est nombreuse. Elle compte quelques autres comédiens de premier plan, d’assez nombreux comédiens de second ordre, beaucoup de figurants se félicitant chaque jour d’avoir été remarqués et tirés de l’ombre par le génial dramaturge. Tous, quel que soit leur rang, possèdent leur texte à merveille, «éléments de langage» écrits pour eux au gré de l’évolution tumultueuse des évènements, texte qu’ils sont capables de réciter en toutes circonstances tels des lapins mécaniques. Les talents sont cependant inégaux. Le bon Jean-Michel est particulièrement habile pour se faire passer, grâce à son ton doucereux duquel aucun excès ne semble devoir déborder, pour l’exécutant parfait des desseins du grand ordonnateur. Il est à «bonne école». La petite Muriel pour sa part, nonobstant son indéniable ambition, a souvent du mal avec son texte, elle en connaît sûrement la trame mais bute régulièrement sur les mots dans ce qu’il faut bien se résoudre à nommer un bizarre charabia. C’est dommageable vu le rôle non négligeable qu’elle incarne dans la pièce où le travail, surtout celui des autres, ne lui fait pas peur. Malgré le brio apparent d’ensemble de la troupe le public s’ennuie ferme. La pièce s’éternisant il montre désormais de sérieux signes d’énervement.

Le public s’est en effet aperçu assez vite que sous le texte qui lui est servi jour après jour se trouve un autre sens que la troupe tente plus ou moins adroitement de lui cacher. En fait, la mauvaise pièce devrait plutôt s’intituler «La Grande Duperie» et avoir pour sous-titre «Le règne splendide du mensonge et de l’oubli». Le texte initial bien huilé, devenu au fil des représentations un indigeste salmigondis, dissimule en fait la volonté tenace de réaliser ce que Pierre Bourdieu nomma «la révolution conservatrice», c’est-à-dire la transformation profonde des structures socio-économiques et juridiques pour le maintien – ou l’accentuation - des privilèges de l’oligarchie. Il n’existe donc pas, au-delà du discours affiché, de sérieuse volonté de réduire l’ampleur des inégalités au sein de la société. Le décryptage de l’acte de la pièce consacré au projet de «réforme des retraites» le prouve à l’envi. Ce ne sera pas un «régime universel», mais, comme le régime actuel, un régime truffé d’exceptions. Avec une différence majeure que ce ne seront plus les luttes sociales ou les rapports de force internes aux entreprises qui décideront des exceptions mais les priorités gouvernementales. Or, chacun sait ce que sont les priorités de l’État désormais : elles découlent de la «politique de l’offre». Les exceptions concédées reflèteront cette politique. L’État n’est donc plus le garant de l’intérêt général ou d’un équilibre entre capital et travail, mais au contraire le reflet d’une politique favorable au capital.

Derrière l’universalisme et l’égalité de façade, on aboutit par conséquent à un désarmement par l’État du monde du travail et de sa capacité de forger des conditions de travail acceptables. La justice d’un régime de retraite ne peut être réalisée sous la toise d’une règle unique parce qu’il n’existe pas d’égalité de conditions de travail, ni d’égalité d’espérance de vie, ni d’égalité de départ dans les carrières, ni enfin d’égalités de conditions au sein des entreprises. Placer le fils d’ouvrier sur la même ligne qu’un fils de notaire revient à faire partir le premier avec de lourdes chaînes aux pieds et à le condamner à une retraite difficile et courte. Ainsi, lorsque le rideau tombera la grande duperie éclatera au grand jour.

Au moment où la troupe commençait à s’essouffler, elle a été contrainte de se débarrasser de l’un de ses comédiens de premier plan. Le grand Jean-Paul avait manqué de sincérité et, surtout, cela était devenu trop voyant. Il était par trop dispersé dans ses nombreuses activités tout en ayant oublié de les mentionner à qui de droit. La troupe tenta bien, unanimement, de le sauver avec de maladroits éléments de langage mais quand le public menaça de l’attendre à la sortie du théâtre il fallut bien se résoudre à le débarquer. Le metteur en scène lui trouva vite une doublure. Et quelle doublure ! Le terne Laurent fera l’affaire faute de mieux. «Marcheur de la première heure», c’est-à-dire depuis … trois ans, strictement inconnu en politique auparavant, ancien DRH de chez Auchan où il se fit particulièrement remarqué en 2005. Alors qu’il s’occupait des «ressources humaines» de l’hypermarché de Béthune il fit interpeller une salariée déléguée syndicale qui avait osé donner à une cliente un pain au chocolat brûlé. La dame fut mise en garde à vue – pour un «vol» de 80 centimes – et Laurent le justicier tenta même de la faire licencier. C’est pourtant cet olibrius qui devient le nouveau «Monsieur Retraites» de la troupe. C’est donc lui qui va désormais jouer le rôle du négociateur de l’Etat dans le «dialogue social» avec les syndicats. Il faudrait glisser subrepticement dans le texte de la pièce une ultime réplique : le ridicule n’a jamais tué personne !

*Le blog de Yann Fiévet :* *http://www.yanninfo.fr*

* Impeachment, une Nouvelle Pièce de Théâtre Politique à Washington

*Par Pierre Guerlain*

On sait depuis avant même sa prise de fonction que Trump est un corrompu notoire et, depuis le début de son mandat, il viole la clause dite des «émoluments». Sa famille, et notamment sa fille Ivanka, bénéficie de sa présence à la tête de l’exécutif américain. Lors du maintenant fameux coup de fil entre lui et le président ukrainien Zelensky qui fait la une des médias, il y a eu un autre moment de confirmation de la corruption Trump : le président ukrainien a pris soin de préciser que, lors de son séjour à New York, il avait choisi la Trump Tower.

Trump est aussi bien connu pour son racisme, son sexisme et ses flirts avec les rhétoriques de l’extrême droite, y compris antisémite, alors qu’il s’affiche en grand ami d’Israël. Il est aussi un climato-sceptique virulent qui participe activement à la destruction de la planète. On sait aussi qu’il est responsable de la situation de grande cruauté à la frontière avec le Mexique dans ce que la jeune députée Alexandria Octavio Cortez a appelé des «camps de concentration». On comprend donc facilement pourquoi une grande partie des progressistes veulent se débarrasser de lui. L’annonce du lancement d’une procédure de destitution semble donc parfaitement adaptée et logique pour mettre fin à la carrière politique d’un odieux personnage.

Pourtant cette procédure n’a été enclenchée qu’à la suite d’un échange téléphonique avec le président ukrainien dans lequel il voulait obtenir des informations sur son rival démocrate, Joe Biden, ainsi que sur le fils de ce dernier, longtemps membre du conseil d’administration d’une société ukrainienne. Ces demandes venant d’un président en exercice sont peu éthiques et probablement illégales. Probablement, car il n’est pas clair que Trump ait fait du chantage en demandant une contrepartie pour la livraison d’armes à l’Ukraine. L’affaire a débuté lorsque le témoignage d’une personne présentée comme un lanceur d’alerte a été révélée aux médias. C’est alors que les bizarreries et incongruités se sont accumulées. La première et certainement la plus significative est que le lanceur d’alerte est un agent de la CIA et que cet agent qui a passé du temps à la Maison Blanche n’a pas entendu directement la conversation mais l’a reconstruite. Ce lanceur d’alerte soudain célébré par les Démocrates et les médias dominants qui les soutiennent est d’un genre bien particulier. Habituellement les lanceurs d’alerte des services secrets dénoncent des procédures de leurs organisations qui les pourchassent et les renvoient. Les Démocrates ont une histoire de persécution des lanceurs d’alerte comme Assange, Manning, Snowden, Kiriakou, Drake, Sterling. Ces derniers finissent en prison ou en exil car ils dénoncent les mensonges ou manipulations du pouvoir[[1]](#footnote-1).

Les médias dominants qui avaient monté la théorie du complot du *Russiagate* sont ceux qui aujourd’hui montent au créneau, avec le soutien de la quasi-totalité des Démocrates car cette fois le comportement de Trump est sans nul doute problématique. Les mêmes médias et l’appareil du parti démocrate n’avaient cependant pas évoqué une procédure de destitution lorsque Trump avait soutenu MBS le prince saoudien responsable du meurtre de Khashoggi ou l’Arabie saoudite qui lui achète ses appartements.

Biden qui était le vice président d’Obama s’est vanté l’an passé d’avoir obligé les autorités ukrainiennes à virer Viktor Chokine, un procureur au nom de la lutte anti-corruption, en Ukraine[[2]](#footnote-2). Comme son fils était devenu membre du conseil d’administration de Burisma, une entreprise inquiétée par le procureur, beaucoup ont voulu y voir une intervention népotique et illégale. Les médias dominants ont expliqué qu’il n’y avait rien d’illégal dans l’emploi du fils Biden et qu’il n’y avait aucune preuve que Biden était intervenu en sa faveur. Il est néanmoins légitime de se demander pourquoi quelqu’un qui ne parle pas ukrainien, ne connaît pas l’Ukraine ou le secteur du gaz, qui est le cœur de métier de Burisma, est invité à rejoindre le conseil d’administration pour une rémunération de 50 000 dollars mensuels.

Par ailleurs, les États-Unis ne se préoccupent pas de la corruption en Arabie saoudite, en Israël ou au Brésil sous Bolsonaro. En Ukraine comme en Chine, la lutte dite anti-corruption est souvent le moyen pour le pouvoir en place d’éliminer ses opposants. La période de la présidence Porochenko a été caractérisée par un haut niveau de corruption, c’est pourquoi l’ancien président ukrainien est lui-même l’objet de poursuites pour ce motif. Ce qui est perdu dans la discussion médiatique est aussi le fait que Biden intervient dans les affaires intérieures ukrainiennes et donne ses ordres impérieux et impériaux qui seront suivis d’effet. Biden avait été mentionné dans une conversation de 2014 juste avant le coup que certains appellent la Révolution de Maidan entre Victoria Nuland et l’ambassadeur Pyatt pour organiser «cette chose» c’est à dire le coup d’État contre le président ukrainien corrompu mais élu, Ianoukovytch[[3]](#footnote-3). «Biden is willing» Biden est d’accord disait Nuland, d’accord pour une intervention impériale. Ce thème a totalement disparu du débat public. Ce qui manque aussi dans la discussion actuelle est le fait que Trump, contrairement à Obama, a autorisé la vente d’armes dites létales à l’Ukraine et qu’il est si populaire dans Pologne anti-russe qui propose d’accueillir des troupes américaines dans un endroit nommé Fort Trump.

La procédure de destitutioncommence à la chambre des représentants où les Démocrates ont la majorité et pourront donc facilement la lancer puis passe au Sénat, érigé en tribunal, où une majorité de 67 voix est nécessaire pour que le Président soit destitué. Étant donné que les Républicains ont une majorité au Sénat (53 sièges sur 100) il est peu probable que Trump soit destitué. Certains Démocrates espèrent faire évoluer l’opinion publique et donc les Sénateurs républicains pour arriver à leurs fins. Un certain nombre de commentateurs de gauche rappellent que lorsque Nixon a été menacé de destitution et qu’il a démissionné en 1974, la procédure concernait l’espionnage du parti démocrate mais pas les crimes de guerre de Nixon. Il en va de même avec Trump. On entend dire parfois que, comme pour Al Capone, il vaut mieux attraper un criminel sur un chef d’inculpation secondaire, s’il n’est pas possible de le coincer sur des faits plus graves. Dans le cas de Trump, il n’est pas sûr du tout qu’il soit destitué, ce qui laisserait la place à Mike Pence, un Chrétien fondamentaliste tout aussi réactionnaire que Trump.

Les effets secondaires de la procédure sont par contre déjà évidents. Toutes les bonnes propositions et mesures avancées par la gauche du parti démocrate, telle le New Deal vert, l’imposition des hauts revenus et la fin des guerres inutiles seront noyées dans les flots de parole médiatiques concernant la destitution. Par exemple, 70 personnes ont été tuées par les forces américaines en Afghanistan lors des premiers jours de l’effervescence sur la destitution et les médias dominants n’en ont pas parlé. De même que pendant presque trois ans, alors que Trump contribuait à la destruction de la planète, augmentait les crédits militaires et faisait des cadeaux aux ultra-riches, les médias disséminaient des informations souvent fausses et complotistes sur la Russie. Après la Russie, l’Ukraine avec cette fois-ci un comportement indéniablement illégal mais qui ressemble à celui des Démocrates. Ceux-ci non seulement ont utilisé l’Ukraine pour trouver des informations contre Trump mais ont également sollicité des agents étrangers pour ce faire (Dossier Steele).

Le théâtre politique de Washington n’est donc pas une opération de moralisation par élimination du corrompu en chef. Si Trump est, bien sûr, toujours le désastre qu’il a toujours été, les Démocrates ne cherchent qu’à éliminer le symptôme d’une maladie qui affecte tout le système politique américain sans en soigner la maladie. Donc à garder le trumpisme sans Trump, même au risque de perdre la prochaine élection. Biden du reste a plusieurs fois exprimé son respect pour les ultra-réactionnaires que sont Pence ou Dick Cheney qui était surnommé le Prince des ténèbres tant il était prêt à violer les lois de son pays[[4]](#footnote-4). Aaron Maté a écrit l’un des meilleurs articles sur cette affaire qui n’en est qu’à ses débuts dans *The Nation*[[5]](#footnote-5)*.* Il serait plus sain dans une démocratie de sortir un dirigeant désastreux par les urnes que par un montage des services secrets. Une fois encore la célèbre phrase de Lampedusa dans *Le Guépard* se vérifie : « Il faut que tout change pour que rien ne change ».

*Article paru dans la revue Recherches internationales (*[*http://www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* Nous Pourrions «Socialiser» le Secteur Financier

*Par Grace Blakeley*

Daniel Koop : Votre nouveau livre, «*Stolen*» (Volé), porte le sous-titre «*Comment sauver le monde de la financiarisation*». Commençons donc par une question simple: pourquoi la financiarisation est-elle d’abord et avant tout un problème?

****Grace Blakeley :**** La définition la plus connue de la financiarisation est la croissance des incitations financières, des marchés financiers, des acteurs financiers et des institutions financières dans le fonctionnement des économies nationales et internationales. Et c’est un processus qui peut être analysé à travers différents objectifs. J’analyse cela comme une logique qui gouverne l’accumulation économique : un régime de croissance. Je soutiens que l’extension de la logique de la finance - la logique de la création de crédit, de la banque, de l’investissement et de la gestion de l’argent - vers d’autres secteurs de l’économie a transformé l’activité économique, en particulier au Royaume-Uni.

**Vous parlez de croissance guidée par les finances. L’opposé de cela serait la croissance dans l’économie réelle ?**

Oui, la croissance du secteur financier pourrait également être considérée par opposition à la croissance de l’économie réelle. Mais mon approche est différente et a beaucoup plus à voir avec la pensée marxiste, qui considère la croissance du capitalisme financier comme le résultat du développement naturel du capitalisme. Dans le livre, j’examine la financiarisation du logement, des affaires et de l’État. Et vu sous cet angle, les problèmes structurels deviennent assez clairs. La financiarisation des entreprises conduit à la domination de l’idéologie de la valeur actionnariale (1) et de la gouvernance d’entreprise, qui est imposée par ceux qui gèrent l’argent. Ces grands investisseurs institutionnels ont désormais un rôle plus important qu’auparavant dans l’économie. Et ils imposent cette façon très particulière d’organiser les entreprises : les intérêts des actionnaires et des créanciers passent avant ceux des travailleurs. A commencer par la distribution des fonds à court terme aux actionnaires qui a passe avant les investissements à long terme en capital fixe.

A travers des processus tels que les fusions et les acquisitions, les entreprises génèrent un pouvoir de monopole qui aggrave le problème des faibles niveaux d’investissement. Parce que les profits extraordinaires générés par les monopoles proviennent du contrôle et de la réduction des investissements. Et cela donne à ces entreprises un pouvoir énorme à la fois dans l’économie locale et internationale. Qu’il s’agisse d’États, de salariés ou d’autres secteurs du marché. Et souvent, ils contractent des dettes importantes, ce qui les rend relativement instables. L’augmentation gigantesque de la dette des entreprises au Royaume-Uni et aux États-Unis est le résultat direct de ce modèle et de la tendance à emprunter. N’investissez pas, mais demandez des prêts afin de faire grimper le cours des actions.

****Et les ménages ?****

J’analyse cela à travers le focus du keynésianisme privatisé. Fondamentalement, il s’agit de remplacer la dette publique par la dette privée. La question soulevée par la croissance guidée par la finance est que la tendance à la baisse de la croissance des salaires et des investissements dans ce modèle de croissance guidée par la finance pourrait conduire à un déficit de la demande globale. La manière dont le système est stabilisé passe par le keynésianisme privatisé. Ainsi, au lieu de lutter contre ce déficit de demande par les dépenses publiques, il existe une prolifération de la dette privée. C’est donc une dette privée non garantie qui remplace généralement la croissance des salaires pour permettre aux consommateurs d’acheter des marchandises.

****Ensuite, il y a la financiarisation de l’État. Que voulez-vous dire par là ?****

Oui, nous n’avons plus un État qui pense à l’endettement public comme il le faisait au plus fort du keynésianisme, c’est-à-dire à contraindre les marchés financiers par le contrôle du crédit et des changes. Et nous n’avons plus un État qui envisage une réglementation financière adéquate. La domination croissante de la finance conduit à la financiarisation de l’État, sous forme d’initiatives de financement privé. C’est l’État qui dit aux investisseurs privés : dépenser en mon nom. Enfin, nous avons, la décision économique est de plus en plus séparée de l’obligation démocratique de rendre des comptes, ce qui facilite son appropriation par les élites financières. À tous ces différents niveaux, vous pouvez voir comment l’augmentation de la financiarisation conduit à ces énormes et significatifs problèmes. Qu’il s’agisse de la baisse des salaires ou de la baisse des investissements ou de l’observation de la dynamique qui a conduit à la crise financière.

****Comment l’austérité s’intègre-t-elle dans votre analyse ?**** ****Et diriez-vous, en comparant le secteur financier en 2008 et celui d’aujourd’hui, qu’il y a une grande différence ?****

La façon dont je comprends ce modèle de croissance guidé par la finance, il ne s’agit pas simplement d’un ensemble de réglementations. En réalité, il est basé sur un changement dans l’équilibre des pouvoirs entre les différentes classes. J’analyse la longue histoire du capitalisme à travers l’optique de l’équilibre des pouvoirs entre le travail et le capital. De ce point de vue, l’émergence de la social-démocratie repose sur la croissance du pouvoir du travail organisé. Le déclin de ce modèle est du à l’érosion de nombreuses institutions, à cause du pouvoir croissant du capital financier, qui soutenaient le consensus d’après-guerre. Et l’émergence d’une croissance tirée par la finance dans les années 80 est liée au développement des marchés financiers, à l’augmentation de la mobilité des capitaux et aux difficultés liées au maintien de la paix entre le travail et le capital au niveau des États. Tout cela a déplacé l’équilibre du pouvoir du travail vers le capital. Et, en particulier, vers le capital financier international.

Quand on parle d’austérité, il y a une classe spéciale qui devient dominante au sein de l’État et au sein d’un groupe d’autres institutions. Ces personnes réagissent à la crise financière de 2008, provoquée par le modèle de croissance guidé par les finances, en obligeant les gens ordinaires à supporter les coûts et à secourir les banques. L’impact que cela a sur l’économie est largement négatif pour la grande majorité des travailleurs. Pendant ce temps, ceux qui sont au sommet sont en sécurité.

****A partir de 2008, nous avons vu les banques centrales injecter de l’argent par le biais de l’assouplissement quantitatif dans l’économie juste pour la maintenir à flot, au lieu que les gouvernements utilisent l’investissement public. Quelle est votre opinion à ce sujet ?****

Le problème est en partie du à l’assouplissement quantitatif lui-même, mais plus profondément avec le manque de demande qui existe dans toutes ces différentes économies. Un autre rebus de la financiarisation. C’est lié à la baisse des salaires, à la baisse des niveaux d’investissement dans le capital fixe, au surendettement massif qui implique qu’une grande partie des bénéfices doit être utilisée pour payer la dette. Ceci, combiné au refus des gouvernements de dépenser, crée cette situation chronique de faible demande. Les banques centrales tentent de le contrer en gonflant les prix des actifs. Elles ne disent jamais que c’est ce qu’elles font, mais c’est évident que c’est ce à quoi l’assouplissement quantitatif a abouti. Cela exacerbe bon nombre des problèmes qui nous ont conduits à la situation actuelle. Étant donné la position de la Banque Centrale Européenne, nous ne verrons peut-être jamais la fin de l’assouplissement quantitatif. Ce qui a de grandes implications redistributives dont personne ne parle vraiment.

Supposons maintenant que nous puissions remonter dans le temps et revenir au consensus d’après-guerre pour relancer la social-démocratie, régluler à nouveau les banques, etc. Cela ne suffirait-il pas ?

Je crois que le consensus social-démocrate, en particulier au Royaume-Uni, était une tentative de réduire au silence les contradictions et les conflits entre ces deux classes. Ce fut fait avec beaucoup de succès presque pendant toute cette période. La raison pour laquelle l’engagement est resté stable pendant si longtemps était un taux de croissance relativement élevé et une productivité élevée. Nous avons continué d’être impérialiste pendant une grande partie de cette époque, qui a ensuite été suivie d’une forme de mondialisation qui, à bien des égards, reproduit des types de logique similaires. Cela signifie qu’il y avait davantage à distribuer. Lorsqu’il n’y a plus à distribuer, le jeu à somme nulle auquel nous sommes confrontés en temps de crise est caché. Il y a toujours un jeu à somme nulle en cours, et ce n’est qu’entre le Nord et le Sud. Mais dans le Nord mondial, en raison de la logique de l’impérialisme et de l’extraction, c’est facile de créer suffisamment pour apaiser les travailleurs et le capital avec un modèle dans lequel l’État intervient et dit : vous prenez ceci, vous prenez cela.

****Est-ce une illusion de progrès national car il n’est pas inséré dans un contexte mondial ?****

Oui, exactement. Avec la crise des années 1970, il y avait une concurrence croissante avec le reste du monde et une érosion des profits dans le Nord mondial. Le premier changement majeur s’est produit avec le premier pic du prix du pétrole. Et évidemment, une inflation élevée signifie pour les employeurs dirent qu’ils doivent réduire les coûts ; Et les salariés qu’ils ont besoin d’augmentations salariales en raison de l’inflation. Ensuite, on voit que le conflit de classe, qui est inhérent à l’un de ces systèmes, émerge et se révèle.

La tentative de cacher cela ne fonctionnera que dans un contexte d’abondance. À bien des égards, la croissance guidée par la finance reposait sur une tentative similaire ; excepté qu’au lieu d’avoir un État faisant la médiation entre le capital et le travail, il s’agit de convertir plus de gens en capitalistes. Le conflit inhérent qui existe au sein du capitalisme, entre le capital et le travail, rend la social-démocratie très difficile, en particulier en période de pénurie comme celle que nous vivons.

****Je veux vous poser une deuxième question relative au sous-titre de votre livre. Si, comme vous le décrivez, la financiarisation est un problème si important, comment pouvons-nous en sauver le monde ? Quel devrait être l’agenda des progressistes ?****

Je pense que c’est probablement le point où mon analyse diverge de certaines des perspectives les plus sociale-démocrates. J’entends souvent dire qu’en tant que progressistes, nous gagnons la bataille des idées. Les gens reconnaissent qu’il est nécessaire de bien réguler les finances. C’est très bien de parler de la bataille des idées, mais il faut aussi parler de la bataille des rues. Je crois que beaucoup dans la gauche social-démocrate font ce que Marx a critiqué des autres philosophes allemands, qui ont privilégié les idées sur la réalité matérielle. Cela génère un ensemble de problèmes, car nous finissons par répertorier les problèmes et proposons simplement des solutions. Car par exemple, le problème est l’idéologie de la valeur actionnariale, qui conduit à court terme, à de faibles niveaux d’investissement et à de bas salaires. Alors, que devons-nous faire ? Modifier les lois sur la responsabilité fiduciaire des investisseurs institutionnels, afin qu’ils donnent la priorité aux objectifs environnementaux et sociaux, en plus de maximiser leurs rendements.

Bien sûr, c’est une bonne idée, mais qui va le faire ? Où est la coalition de classe qui peut y parvenir ? Il y a une raison pour laquelle le système financier et la réglementation qui l’entoure fonctionnent comme ils le font. Parce qu’il y a une classe de gens qui possèdent toutes choses et qui font toutes les règles. Et c’est très important de comprendre le capitalisme non seulement comme un système économique de propriété, mais aussi comme un système politique.

****Alors, au lieu de la social-démocratie, voulez-vous passer au socialisme démocratique ? Et quelles idées concrètes cela impliquerait-il ?****

Oui, l’évolution vers le socialisme démocratique comme alternative idéologique au néolibéralisme nécessite un changement dans l’équilibre des forces de classe. Et l’émergence et le développement d’un mouvement capable de défendre et d’imposer ces idées. Nous pourrions socialiser le secteur financier en ayant une banque publique d’investissement nationale, un système public de banques de détail et une administration des actifs des citoyens, qui serait une administration des actifs sous contrôle et propriété démocratiques, qui investit notre épargne collective : par exemple, les actifs d’un fonds souverain pour la santé ou de fonds de pension. Et ajouter des mécanismes pour limiter le pouvoir du secteur financier privé : contrôles des changes, contrôles du crédit et autres formes de ****régulation macroprudentielle****. Parallèlement aux mesures pour renforcer le pouvoir des salariés : éliminer les lois antisyndicales, dé-mercantiliser les moyens de subsistance. En bref, nous devons créer une société dans laquelle tout ce dont nous avons besoin pour survivre est gratuit ou très bon marché lors de son utilisation.

*(1) La notion de création de valeur pour les actionnaires vise à calculer la création de valeur dégagée par l’entreprise au profit de ses actionnaires. Cette valeur se mesure comme la différence entre le résultat d’exploitation après impôts et le coût de financement de l’actif net. Elle rapproche ainsi le cash-flow du coût du capital investi pour le générer et valorise le différentiel dégagé, lequel traduit précisément la vraie richesse créée pour les actionnaires. La création de valeur pour les actionnaires est un indicateur de performance pertinent qui favorise la transparence entre les marchés financiers et la gestion interne des entreprises.*

***Titre original****: «*[***We could socialise the financial sector***](https://www.ips-journal.eu/regions/global/article/show/we-could-socialise-the-financial-sector-3911/)*» (entretien avec* ***Daniel Koop*** *pour* ***Ips-Journal****). Traduit et publié par Estelle et Carlos Debiasi pour* ***El Correo de la Diaspora (****www.elcorreo.eu.org).* ***Grace Blakeley*** *est une auteur et analyste britannique, membre du Parti travailliste*

* Bolivie : Coup d’Etat Raciste contre les Peuples Indigenes

*Par Georgos Mitralias*

Que se passe-t-il ces jours-ci en Bolivie ? Et s’il s’agit d’un coup d’état, que veulent et qui ciblent les putschistes?  La réponse la plus claire et la plus autorisée à toutes ces questions est donnée par la protagoniste du coup d’état, la *«présidente par intérim»* autoproclamée du pays Jeanine Anez quand elle twitte de la façon suivante ce qui semble être son désir le plus ardent : *«Je rêve d’une Bolivie libérée des rites indigènes sataniques, la ville n’est pas pour les «Indiens», il vaudrait mieux qu’ils aillent sur l’Altiplano ou au Chaco»*. C’est à dire à la très haute montagne ou à la savane quasi désertique…

Encore plus éloquents que les paroles sont pourtant les actes qui ont suivi. C’est ainsi qu’on a vu Mme Anez arriver au palais présidentiel pour prendre ses fonctions présidentielles en brandissant triomphalement ...une énorme Bible au-dessus de sa tête, tandis que le vrai cerveau du coup d’Etat, le raciste extrémiste de droite Luis Fernando Camacho et ses amis criaient “la Bolivie pour le Christ, Pachamama n’entrera plus jamais dans ce palais” !Tout un programme si on pense que Pachamama est la Mère-Nature de ces peuples indigènes que les putschistes assimilent à...l’Antéchrist. Et pour qu’il n’y ait pas le moindre doute sur l’appartenance et les intentions des putschistes, pendant que ceux-la officiaient au palais présidentiel, leurs partisans brûlaient au centre de La Paz le drapeau-symbole des 36 nations originaires de Bolivie, la Wiphala rectangulaire aux sept couleurs promue par les gouvernements de Evo Morales au rang de drapeau officiel de «l’État Multinational de Bolivie» ensemble avec son drapeau tricolore traditionnel. Le fait que tous ces «exploits» des putschistes font penser plutôt au Moyen-Âge et ne sont probablement pas compris par le lecteur européen, ne doit pas faire oublier qu’ils font partie intégrante du plus douloureux passé génocidaire de la grande majorité des habitants de Bolivie ! Et comme on voit se multiplier les témoignages sur les assassinats et les tortures de ceux qui résistent au coup, il n’est pas surprenant de voir et d’entendre les manifestants et surtout les manifestantes indigènes hurler que «aujourd’hui comme jadis, ils nous massacrent avec la Bible et l’épée» !... [[1](http://www.cadtm.org/Bolivie-Coup-d-Etat-raciste-contre-ses-peuples-indigenes#nb1)].

Ce “jadis” se réfère évidemment aux tristement célèbres Conquistadors espagnols qui ne se sont pas limités de “découvrir” et de convertir au christianisme un continent américain habité depuis des millénaires par des dizaines de millions d’indigènes aux cultures bien avancées, mais se sont employés à les exterminer dans ce qui reste jusqu’à aujourd’hui comme le plus grand génocide de l’histoire de l’humanité. [[2](http://www.cadtm.org/Bolivie-Coup-d-Etat-raciste-contre-ses-peuples-indigenes#nb2)] C’est exactement cette tradition raciste et génocidaire - qui s’est perpétuée sans interruption durant cinq siècles - que veulent ressusciter aujourd’hui les “démocrates” néolibéraux comme Mme Anez, M.Camacho et leurs pareils, qui ne peuvent se faire à l’idée que les indigènes descendants des Incas puissent être autre chose que leurs domestiques et esclaves.

En d’autres termes, ce coup d’Etat constitue l’énième maillon dans l’interminable chaîne des massacres et autres répressions et humiliations réservées depuis des siècles par les colonialistes européens aux nations indigènes de Bolivie, mais aussi de toutes les Amériques du sud et du nord ! C’est-à-dire, ce coup d’Etat ne vise pas en priorité Evo Morales et son régime, mais quelque chose de beaucoup plus grand, important et essentiel : La très grande majorité des nations indigènes et leur lutte séculaire pour défendre leurs droits et leurs libertés démocratiques et nationales. Évidemment, le fait que ces dirigeants des ramassis racistes qui tuent, lynchent et incendient les maisons de leurs adversaires politiques, soient aussi des entrepreneurs et des grands propriétaires terriens n’est pas une simple coïncidence. C’est le bien utile rappel du fait que ceux d’en haut ont toujours utilisé le racisme le plus brutal et violent comme arme pour terroriser et soumettre ceux d’en bas...

Voici donc pourquoi la réponse des Aymaras, des Quechuas et des autres peuples originaires a été et reste prompte, massive et terriblement combative. A l’heure où nous écrivons ces lignes, pour le quatrième jour de suite des colonnes interminables des indigènes descendent à de La Paz de la ville de El Alto (plus d’un million d’habitants), laquelle semble se pencher au dessus de la capitale du pays du haut de ses 4.000 mètres d’altitude. Avançant en courant, agitant leurs Wiphalas multicolores, et brandissant des bâtons, les manifestants et les manifestantes indigènes, auxquels sont venus s’ajouter aujourd’hui des milliers d’autres paysans et des mineurs des 20 provinces et de l’intérieur du pays, arrivent de partout et remplissent le centre de La Paz, les milices paysannes des Ponchos Rojos en tête. Mais, à l’opposé de Morales qui depuis le Mexique multiplie les appels en faveur du «dialogue» et de la «pacification du pays», ces manifestants persistent à demander «la tête du fasciste Camach » et la «renuncia» de Anez, tandis que tous ensemble répètent en chœur un mot d’ordre très éloquent : «Ahora si, guerra civil» (Maintenant oui, guerre civile) !

Il est impossible de prévoir quelle sera l’issue finale de ce terrible affrontement. Cependant, ce qui impressionne et est déjà une certitude c’est que les nations indigènes qui représentent la majorité de la population bolivienne, n’ont plus peur de leur oppresseur blanc, le regardent dans les yeux et se montrent décidées de tout faire pour faire échouer son coup d’Etat. Et c’est précisément parce que leur réaction est tant massive, tant unitaire, tant combative et tant décidée que les jours passent sans que la balance penche en faveur des putschistes racistes et de leurs protecteurs nord-américains, qui semblent perdre progressivement l’initiative qu’ils ont eu initialement. A l’heure où le Chili voisin est secoué par une révolte populaire sans précédent contre les politiques néolibérales inaugurées par la dictature sanglante de Pinochet et appliquées sans relâche depuis lors, la révolte des peuples de Bolivie vient compléter le tableau d’une Amérique latine qui ressemble à un volcan prêt à exploser. Et ce qui est sûr c’est que jamais autant qu’aujourd’hui n’a été aussi patente l’actualité de la phrase historique de celui qui reste la principale référence des combats des indigènes boliviens, le dirigeant héroïque de la révolte démocratique et plébéienne de 1780 Tupac Katari lequel, peu avant d’être démembré par les tyrans espagnols, lançait cet avertissement prémonitoire : “Je reviendrai et je serai des millions” !…

*[*[*1*](http://www.cadtm.org/Bolivie-Coup-d-Etat-raciste-contre-ses-peuples-indigenes#nh1)*] On peut suivre en direct les manifestations et les autres développements importants en Bolivie grâce a la chaine vénézuélienne TELESUR. Pour ça il suffit soit de capter Telesur qui émet à partir du satellite Astra, soit de cliquer sur son site :*[*https://www.telesurtv.net*](https://www.telesurtv.net/)

*[*[*2*](http://www.cadtm.org/Bolivie-Coup-d-Etat-raciste-contre-ses-peuples-indigenes#nh2)*] La persistance des épigones des génocidaires à garder vivant le souvenir du génocide et aussi la terreur qui l’accompagne, est illustrée par l’histoire suivante : Il y a un an et peu après avoir pris ses fonctions de président du Mexique, Andres Obrador a demandé officiellement à l’État espagnol qu’il présente ses excuses pour les crimes commis par les conquistadors espagnols contre les peuples d’Amérique Latine. A l’exception de Podemos, la réponse unanime de tous les partis politiques espagnols a été non seulement de rejeter la demande du président Mexicain mais de le traiter aussi de... provocateur. Cette réaction était pourtant tout à fait prévisible étant donné que l’État espagnol persiste à... honorer chaque année ses ancêtres génocidaires en faisant parader son armée devant le roi et les chefs de partis, le jour de la fête nationale de l’Hispanidad. Il n’est pas surprenant que cette fête nationale à l’honneur des génocidaires d’Amérique latine a été inventée et inaugurée en 1958 par le dictateur fasciste Franco...*

*Giorgos Mitralias est journaliste et co-fondateur* [*Comité grec contre la dette*](http://www.contra-xreos.gr/)*, membre du réseau international CADTM. Article paru sur le site de la CADTM http://www.cadtm.org*

* La Charia Néolibérale

*Par Jacques-Robert Simon*

Les uns cherchent un système parfait que l’on pourrait utiliser pour faire société avec des gens qui ne le sont pas ; les autres tendent à former des individus parfaits pour constituer des systèmes qui ne le seront jamais. Ces recherches sont devenues caduques : l’état de l’Art des sociétés postmodernes permet une toute autre approche.

Dans le passé des tables de la loi étaient censées être appliquées par tous, riches et pauvres, puissants comme misérables, évidemment avec une latitude d’interprétation plus grande pour les uns que pour les autres. «Tu ne convoiteras point la maison de ton prochain; tu ne convoiteras point la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune chose qui appartienne à ton prochain». Cette proposition s’applique en premier lieu à ceux qui n’ont ni serviteur, ni servante, ni bœuf, ni âne plutôt qu’aux autres mieux dotés qui ont déjà partiellement atteint un paradis terrestre. La charia, fruit d’une révélation divine, est beaucoup plus détaillée pour indiquer les diverses normes et règles doctrinales, sociales, culturelles et comportementales qu’il convient de suivre. Mais elle souffre du même défaut que les tables de la loi plus anciennes : les mêmes préceptes sont applicables à tous, puissants ou misérables, ce qui oblige là encore à des détours de l’esprit subtils pour que chacun puisse jouir sans entraves dans la limite de sa puissance.

L’idéologie néolibérale est vide de toute idée, elle s’est contentée d’achever le Dieu-Amour pour mettre à sa place Mammon, le dieu-argent, le veau d’or. Cette divinité de substitution présente l’immense avantage d’être universellement reconnue quel que soit son ethnie, son lieu de vie, sa religion. Plutôt que de se baser sur un immatériel inaccessible, Mammon juge tous et chacun selon son seul niveau de richesse : «Il est riche donc il est Bon (voire le meilleur)». Dans une société moderne devenue hyper-individualiste où l’accumulation de richesses est devenue la seule source de pouvoir, il est impératif de mettre en évidence que réussir est le signe d’une prédestination, d’un don, d’un talent, d’un mérite personnel, afin d’atténuer la rancœur de ceux qui échouent. Encore faut-il trouver un moyen de maintenir la multitude sous la férule des plus fortunés : c’est le rôle de la charia néolibérale.

La charia néolibérale utilise les immenses possibilités du numérique et du Big Data pour indiquer à chaque individu, pris isolément, l’ensemble des règles doctrinales, sociales, culturelles, cultuelles, relationnelles, comportementales édictées par la révélation néolibérale qu’il doit suivre (en public comme en privé) sous peine de mort social. Historiquement, c’est la première fois qu’un dispositif permet non seulement d’inculquer les notions de Bien et de Mal au niveau individuel, en tout lieu et tout le temps, mais il permet aussi d’agir préventivement avant que toute faute moralement condamnable se révèle.

La charia néolibérale définira l’obligatoire, l’interdit, l’autorisé dans chaque circonstance de la vie. La charia ne sera pas révélée mais personne n’aura le pouvoir de la changer par une voie démocratique (qui supposerait qu’un individu.e vaille une voix). La charia n’aura pas à se fier à quelque imam pour détecter tout manquement d’infidèles, elle a d’ores et déjà à sa disposition des capteurs de localisation, de forme, de reconnaissance faciale, des dispositifs d’enregistrement des sons, des images (ultraviolet, visible, infrarouge), des vibrations, des odeurs, des mécanismes de reconnaissance d’individu, des parents de l’individu, de toute la généalogie de l’individu, de tracer votre patrimoine génétique dans le temps, dans l’espace, des moyens de connaître vos avoirs financiers, vos dons, vos transferts licites comme illicites, des moyens de recherche d’une identité au milieu de milliards d’autres sans risque d’erreur, des moyens de corréler n’importe quel fait avec n’importe quel autre pour n’importe qui, n’importe quel groupe, clan, amicale, fratrie.

Les caméras de surveillance munies de reconnaissance faciale permettent de suivre tous les déplacements. Les ‘télécrans’ permettent de filmer tous les lieux de vie non seulement d’un individu mais de tous les individus de la Terre et des alentours. L’analyse des situations filmées permet d’intervenir si besoin est. Les marchandises achetées, les courriers virtuels ou non échangés, les relations nouées ou dénouées, les remarques faites, les plaisanteries échangées, tous les aspects de l’activité humaine sont enregistrés puis disséqués pour séparer le Bien du Mal, le Vrai du faux. Bien évidemment les ébats sexuels, quelle que soit leur nature, font l’objet des soins informatiques les plus minutieux. Dans les rues, surtout l’été, les caméras sont équipées d’érectomètres pour quantifier avec précision le degré d’appétence (et leur nature intime) pour les personnes du sexe opposé, du même sexe, pour les militaires, les CRS, les gens de couleur (ou non, et les différences sensibles possibles)... ce qui permet de catégoriser les passants selon leur libido. La recherche du vrai n’est plus laissé à d’obscurs scientifiques, philosophes ou artistes, le vrai est désormais ce qui est cru, et ce qui est cru est ce qui est conforme à la réalité néolibérale car l’algorithme ultime, celui qui décide de tout finalement, ne peut plus être modifié, réécrit, changé : il est devenu éternel, infaillible et tout puissant reléguant les dieux anciens et leur impuissance aux oubliettes.

La charia néolibérale détecte toute déviance de pensée et d’agir, mais comment agit-elle pour corriger les malfaisants qui, malgré toutes les précautions prises, veulent décider par eux-mêmes ? Pas de sang ! Pas de larmes ! Pas de geôles ! Les ‘corrections’ sont toujours infinitésimales et n’agissent que grâce à des effets cumulatifs répétés. Par exemple, vous êtes ciblé comme présentant des risques de faire émerger une volonté personnelle, peut-être même une décision. Tout votre entourage, à leur insu, sera connectée afin, par des remarques plaisantes ou déplaisantes, des retards aux rendez-vous plus ou moins grands, des pannes plus ou moins fréquentes, des rencontres plus ou moins emplies de succès, de désastres, des soins médicaux plus ou moins peaufinés… permettent de vous remettre sur le droit chemin libéral. Si l’individu persiste dans son comportement malveillant, les corrections punitives augmentent corrélativement. Si l’individu s’améliore, une multitude de bienfaits le comble : des Big Mac multi-burger aux opiacées de synthèse.

L’ancien dieu demandait à chacun de sortir un peu plus chaque jour de l’animalité guidé par l’amour. Les préconisations du quotidien étaient laissées à l’appréciation de chacun, d’où l’inefficacité de la méthode. Les règles de vie proposées, recommandées ou obligatoires pour respecter le sacré ne tenaient pas compte de la personnalité de chacun des individus imposant en conséquence un égalitarisme économiquement inefficient. Les moyens technologiques postmodernes permettent de surmonter cette insuffisance. L’occident, le monde sont en passe de se doter d’une charia uninominale grâce à l’informatique, aux banques de données et aux algorithmes d’intelligence artificielle. Le dieu numérique saura tout sur tout le monde et la charia qu’il appliquera aura la rigueur nécessaire pour que personne ne puisse le contester. Mais personne ne le contestera. Car des humanoïdes se chargent de l’interface entre le monde profane des humains et le sacré des logiciels, des progiciels et des algorithmes. Les «désirs» du «Grand Frère» sont anticipés en mettant l’accent sur le caractère affectif, émotionnel de tout événement, on crée une violente répulsion affective envers tout ce qui perturbe la charia et on engendrer des élans pour tout ce qui la conforte.

Mais les lendemains des sociétés d’hyperconsommation ne chanteront pas : il n’y aura pas assez de tout pour tout le monde. Une élite fortunée, en plus de seule dominer la planète, sera aussi la seule à avoir à disposition tout ce qui compte de raffiné, de sain, de bio… les autres se contenteront de la réalité virtuelle sans autre contenu que des rêves, des émois, des passions vides étroitement surveillés et canalisés par le «Grand Frère». Mais après tout, un algorithme intelligent peut-il faire pire que la succession de dirigeants qui se sont succédés au XXe siècle : deux guerres mondiales, la dévastation d’une partie de l’Asie, de la totalité de l’Afrique, des despotes mi-bouffons, mi-déments qui surgissent par des votes dits libres dans la plupart des démocraties occidentales ? Alors vive Gogol\* 1er l’algorithme ultime, l’algorithme suprême, qui ne pourra faire que «moins pire» que les humains ?

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

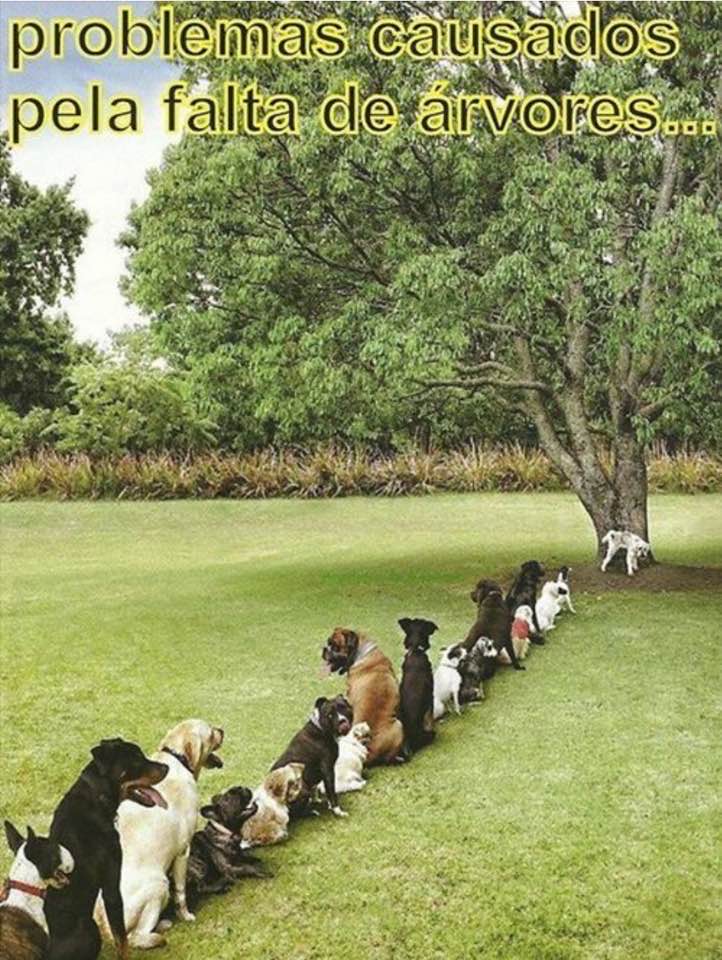
*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glanés sur le net

Les conséquences de l’abattage des arbres



Bonus extrait du Journal People de Benoist Magnat

Pour entendre un discours de Macron, c’est simple !



Des pays qui ignorent la grève



Tintin fan de Macron



CONSENTEMENT



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. https://www.truthdig.com/articles/the-democratic-party-couldnt-care-less-about-whistleblowers/ [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://www.cfr.org/event/foreign-affairs-issue-launch-former-vice-president-joe-biden>

   Le procureur Chokine met Biden en cause dans une note publiée en anglais et dont nous ne pouvons vérifier la véracité : <https://fr.scribd.com/document/427618359/Shokin-Statement> [↑](#footnote-ref-2)
3. https://www.youtube.com/watch?v=CL\_GShyGv3o [↑](#footnote-ref-3)
4. https://www.truthdig.com/articles/joe-bidens-remarks-about-mike-pence-should-be-disqualifying/ [↑](#footnote-ref-4)
5. https://www.thenation.com/article/ukraine-scandal-democrats/ [↑](#footnote-ref-5)